



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 18/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 28/05/2024
Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RECYCLAGES DECHETS SERVICES

La Peronnière
8, rue de la Libération
42152 L'Horme

Références : UID4243-DSSP-024-0255
Code AIOT : 0006104968

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement RECYCLAGES DECHETS SERVICES implanté La Péronnière 8, rue de la Libération 42152 L'Horme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est inscrite dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL et du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de 2022, en lien avec la non-conformité due à l'absence de rétention des eaux d'extinction incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYCLAGES DECHETS SERVICES
- La Péronnière 8, rue de la Libération 42152 L'Horme
- Code AIOT : 0006104968
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RDS L'Horme exerce une activité de récupération et de tri des déchets industriels banals (papiers, cartons, matières plastiques, métaux, gravats, bois). Les déchets, après tri, sont compactés et envoyés vers une filière de valorisation. Les refus de tri sont dirigés vers une filière d'élimination.

A ce titre, l'exploitation est classée :

- **2791-1**, traitement des déchets non dangereux, (A) 600t/j,
- **2794-1**, broyage de déchets végétaux non dangereux, (E) 135t/j,
- **2713-1**, transit, regroupement, tri en vue de la réutilisation de métaux non dangereux (E) 3000m²,
- **2714-1**, transit, regroupement, tri en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textile, bois (E) 10 800m³,

Le site est réglementé par l'**arrêté préfectoral du 02/04/1999** portant autorisation d'exploiter, et abrogeant l'arrêté du 29/01/87. Par ailleurs, des prescriptions ont été ultérieurement modifiées et complétées par les trois **arrêtés préfectoraux complémentaires (APC)** du :

- **10/07/2007** (art.I : 1 et 2, art.II : 6.2.1 et 6.3.2, art.III : 1.1 et 1.4.1 2eme alinéa),
- 18/05/2011 (mise à jour des rubriques autorisées art.1) – **abrogé par l'APC suivant**,
- **27/05/2019** (mise à jour des rubriques autorisées art.1),

Les prescriptions des arrêtés ministériels suivants sont également applicables :

- du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation, notamment au titre de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des ICPE,
- du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois).

Deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure ont été établis :

- **le 13/08/2009** concernant les non-conformités aux prescriptions suivantes ; plan des réseaux de collecte des effluents, voies de circulation, déchets, aires de réception et de tri, propreté du site, contrôle des poussières, liquides inflammables, implantation des installations, stockage, imperméabilisation, broyage, protection coupe-feu, mesure du niveau de bruit,
=> l'ensemble des non-conformités relevées ont été levées, ceci est confirmé dans le rapport de visite du 21 juillet 2011.
- **le 05/09/2022** concernant la rétention des eaux d'extinction incendie (art.4.6.1)

Contexte de l'inspection : Plan pluriannuel de contrôle et suite à la mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.1 de l'article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles : rétentions produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.2.1	/	Demande d'action corrective	15 jours
5	Plan des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.3.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Rejet des effluents - dispositif de traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Mesures périodiques des rejets d'effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance du site - prévention acte de malveillance et incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 2.1	Sans objet
3	Entretien du site - Risques d'envols et poussières	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant met en œuvre un dispositif de vidéosurveillance et de caméras thermographiques afin d'assurer la sécurité intrusion et incendie du site. Il explique qu'il prête attention au nettoyage de son exploitation et à l'implication du personnel dans cette démarche. L'inspection encourage l'exploitant à maintenir les efforts en matière de surveillance et de propreté.

Cependant, le stockage de certains produits chimiques n'est pas effectué de manière réglementaire, sur rétention adaptée. Il conviendra de se conformer à la réglementation pour le stockage des produits chimiques.

Le plan des réseaux de collecte des effluents est incomplet et comporte des incertitudes. Il faut le mettre à jour et le rendre exhaustif.

L'exploitant doit veiller à ce que les bordereaux de suivi de déchets soient remplis de manière rigoureuse car, dans le cadre de l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures, aucune quantité n'est ni indiquée ni estimée.

Les contrôles des rejets d'effluents demeurent non réalisés, il est impératif de mener une campagne de mesures au plus tôt.

Dans le cadre des suites de la mise en demeure établie en 2022 et suite à l'acquisition du site adjacent, un système temporaire de confinement des eaux d'extinction incendie est proposé au niveau de l'installation de tri-transit sans être totalement finalisé. Suite à la mise en demeure établie en 2022, un délai avait déjà été accordé pour l'aboutissement du dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie.

Il est demandé à l'exploitant de finaliser, dans les plus brefs délais, ce projet sous différents aspects ; test d'efficacité, procédure, signalisation, étanchéification, justification de la capacité de rétention. Il doit transmettre, sous un mois, un porter-à-connaissance explicatif à l'inspection afin de présenter la solution temporaire. Aussi, si les nouveaux délais proposés ne sont pas respectés, l'inspection proposera des sanctions financières.

Aussi, l'exploitant devra déterminer un échéancier pour la mise en place d'un système de confinement des eaux d'extinction incendie conforme à la réglementation, permanent et prenant en compte la globalité du projet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.1 de l'article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 28/05/2024
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions appropriées sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant expose le moyen de confinement des eaux d'extinction incendie qu'il a prévu pour le site de RDS l'HORME ; rétention de ces dernières par obturation des réseaux de collecte et mise en place de boudins aux endroits prédéfinis afin de permettre une rétention par topographie du site.</p> <p><u>Les différents éléments suivants sont transmis :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- un plan où figure :<ul style="list-style-type: none">* l'emplacement de la capacité de rétention,* l'emplacement des vannes d'obturation,* une barrière fixe de deux rangées de blocs bétons (1,6m au total) qui seront mis en place et étanchés (à l'aide de goudron),* les lieux nécessitant la mise en place de boudins obturateurs de surface et boudins pour seuils de portail (ces deux types de dispositifs ne sont pas distingués sur le plan),* un avaloir à obturer par un tapis.- l'indication de la capacité de rétention de 1800m³,- une procédure d'utilisation des boudins pour les seuils de portail, <p>Lors de la visite, l'exploitant indique les lieux d'emplacement des vannes et la manivelle laissée à disposition à proximité. L'inspection indique la nécessité :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'établir une procédure à leur utilisation,- de réaliser une signalisation de leur emplacement,- de laisser à disposition l'outil nécessaire à l'accès de la vanne (située sous un regard fermé) <p>Il indique que cette solution a vocation à être temporaire et qu'il mettra en place un moyen de rétention différent dans le cadre du rachat du site voisin. En effet, lorsque son nouveau projet sera défini, il proposera une solution globale pour l'ensemble du nouveau périmètre ICPE qu'il portera à connaissance du préfet dans le cadre d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale. Toutefois, l'exploitant ne transmet pas d'échéancier quant à ce nouveau projet.</p> <p>La discussion explore la possibilité de mise en place d'un bassin de rétention enterré ou non muni</p>

d'une vanne d'obturation.

Par ailleurs, l'inspection relève la prescription de l'article 11 du 06/06/18, qui précise :

[...]

"Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]"

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;*
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;*
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.*

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un échéancier quant à ce nouveau projet en lien avec le rachat du site adjacent afin de déterminer à quelle date une solution de rétention globale sera mise en œuvre.

Pour la solution proposée à titre temporaire, l'inspection demande à l'exploitant d'établir et transmettre à l'inspection dans les plus brefs délais :

- un justificatif de calcul des capacités de rétention avancées,
- un contrôle, par la mise en place d'un test, de l'étanchéité du système de rétention proposé, avec une communication de la date de réalisation du contrôle à l'inspection,
- une procédure globale et chronologique de mise en œuvre des propositions,
- un programme de formation du personnel et sa mise en œuvre au plus tôt,
- un planning de réalisation (finalisation de la structure en légo béton et son étanchéification),
- le repérage physique et documentaire des points de rejet pertinents pour la mise en place des obturateurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Surveillance du site - prévention acte de malveillance et incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du site et prévention incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'exploitant indique que le site est placé sous vidéo surveillance afin de garantir la sécurité du site face aux tentatives d'intrusion. De plus, il dispose de caméras thermographiques permettant de déterminer, en temps réel, les points les plus chauds. L'exploitant explique que les caméras sont reliées à un centre de télé-surveillance. Ce dernier détermine alors si les points chauds détectés à une température supérieure au point éclair des déchets stockés sont liés à la présence des camions en cours de déversement au niveau des stockages temporaires de déchets ou bien s'il s'agit réellement d'un point chaud qui représenterait éventuellement un potentiel départ incendie. La mise en œuvre de ce dispositif est relativement récent ; l'exploitant explique qu'il existe depuis 4 ans environ. L'exploitant indique également qu'un contrat est établi avec un prestataire afin d'effectuer des rondes journalières, sur les horaires de fermetures du site. Une ronde quotidienne est effectuée par un employé. C'est aussi l'occasion d'établir une évaluation et des remarques quant à l'entretien ou l'état du site sur la base de points critiques définis par l'exploitant. Le dernier incident en date a été communiqué à la DREAL en juillet 2023. Un départ de feu s'est déclaré sur un stockage de rebus de tri. Les voisins avaient alors averti les pompiers qui étaient intervenus. Le bardage du hangar avait été endommagé. L'exploitant souhaiterait mettre en place des caméras avec détecteur de mouvement à l'avenir et ajouter de nouveaux points de contrôle. L'arrêté ministériel du 22/12/23 prévoit également des prescriptions en ce sens à l'article 4 ; "Rondes. <i>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent.</i> <i><u>I. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</u></i> <i>a) <u>Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</u></i>

[...]

II. *L'exploitant détermine les consignes concernant :*

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;*
- le parcours des rondes et les points d'observation ;*
- la formation du personnel concerné ;*
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;*
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.*

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien du site - Risques d'envols et poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22

Thème(s) : Risques chroniques, Risques d'envols et poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. [...]

Constats :

L'exploitant explique que le site fait l'objet de nettoyages réguliers :

- une balayeuse intervient sur l'ensemble du site tous les 4 mois environ,
- nettoyage quotidien des surfaces ;
 - * les engins balayent à l'aide de matelas pour les matières papier, carton, etc. entreposées sous l'auvent ou d'une brosse métallique pour les autres déchets, sur les surfaces goudronnées,
 - * nettoyage manuel par des employés,
 - * un filet est disposé pour retenir les envols de déchets,

Il souligne que les efforts mis en place sont constatés par les collaborateurs du site.

L'inspection constate en effet, le jour de la visite, la mise en place de ces nettoyages et encourage l'exploitant à maintenir ces exigences en termes de propreté du site.

L'inspection encourage l'exploitant à réaliser plus fréquemment le nettoyage par la balayeuse.



Figure 1: zones de stockages des déchets

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles : rétentions produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, rétentions produits chimiques

Prescription contrôlée :

Les unités, parties d'unité, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement de produits dangereux ou insalubres devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé,
- 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés,

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Constats :

L'inspection constate, dans l'espace de stockage prévu à cet effet, au niveau du hangar extérieur de maintenance véhicules, des fûts d'huiles hydrauliques et moteur sans dispositif de rétention et des cuves de liquide de refroidissement et de lave-glace stockés sur des palettes empilées (cf figures ci-après).

Ce mode de stockage n'est pas réglementaire. Afin de prévenir des déversements accidentels et la pollution des sols, il convient de stocker les contenants de produits chimiques sur une surface plane, sans superposition des contenants ni des supports, au-dessus d'un dispositif de rétention de volume adapté.

L'exploitant souligne la présence de fûts non concernés par cette prescription car contenant des produits chimiques pâteux (graisses destinées à la maintenance des véhicules).



Figure 2: Cuves sur un empilement de palettes, hors rétention et fûts de produits chimiques pâteux



Figure 3: fûts de produits chimiques hors rétention

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Se munir des dispositifs de rétention nécessaires,
- Stocker les produits chimiques dès leur réception et à lors de leur utilisation au-dessus d'un dispositif de rétention de volume adapté,
- Stocker les contenants sur une surface plane sans superposition ni des contenants ni des supports.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Plan des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p><u>Aussi, à titre informatif afin de disposer d'un plan le plus exhaustif possible, les points de contrôles de l'inspection sont axés sur :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- <u>la mise à disposition du plan des réseaux ;</u>- <u>son exhaustivité :</u><ul style="list-style-type: none">* l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;* les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...);* les secteurs collectés et les réseaux associés : distinction des réseaux de collecte par types d'effluent (eaux pluviales de ruissellement voiries, eaux pluviales de toiture, eaux sanitaires) ;* les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;* les ouvrages d'épuration interne (séparateurs d'hydrocarbures),* les points de rejet des différents réseaux (milieu naturel ou station d'épuration),* les points de prélèvement pour les analyses,- <u>sa date de dernière mise à jour, qui doit être cohérente avec les dernières modifications apportées sur l'établissement,</u>- <u>sa cohérence/exactitude par sondage lors de la visite terrain.</u>
<p>Constats :</p> <p>Mise à disposition du plan des réseaux :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un plan clair et détaillé des réseaux de collecte des effluents. Il dispose cependant d'un plan représentant une ébauche, avec des incertitudes.</p> <p>Exhaustivité :</p> <p>Les légendes qui y figurent ne semblent pas être pertinentes ; l'exploitant indique que les eaux usées sanitaire et "industrielles" (eaux pluviales de ruissellement) sont représentées par les réseaux de même couleur.</p> <p>Le plan présenté n'est pas exhaustif, il manque les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la représentation des réseaux de collecte n'est pas complète ; il doit distinguer différents types d'effluents (eaux usées sanitaires, eaux pluviales de ruissellement, eaux pluviales de toiture)- les points de rejet des différents réseaux,- les points de prélèvement pour les analyses,- les séparateurs d'hydrocarbures,- les vannes d'obturation. <p>Date de dernière mise à jour :</p> <p>Il conviendra d'établir un plan mis à jour des dernières modifications; incluant les vannes d'obturation.</p>

Cohérence :

La cohérence du plan n'a pas pu être établie en détail étant donné l'incertitude du plan fourni. Sur la zone de tri, transit, regroupement, les explications des réseaux et le plan sont en adéquation avec la visite terrain.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas la maîtrise de l'ensemble du réseau de collecte, il indique à ce titre avoir déjà entrepris des discussions avec un bureau d'étude à ce sujet et présente à l'inspection un devis d'intervention à ces fins. Aucune commande n'est passée le jour de l'inspection. Il apparaît difficile de confiner les eaux d'extinction sans connaître et maîtriser les réseaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Le plan doit être mis à jour afin de le rendre conforme à l'existant et exhaustif puis, de permettre à l'exploitant de maîtriser les émissions d'effluents de son site.
- Il distinguera les eaux de toiture, ne nécessitant pas traitement avant rejet, des eaux pluviales de voiries qui en nécessitent.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois

N° 6 : Rejet des effluents - dispositif de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif de traitement des effluents
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique effectuer l'entretien de chaque séparateur d'hydrocarbures tous les deux ans. A ce titre il fournit à l'inspection un bordereau de suivi de déchet datant du 27/05/24. Ce bordereau estime à 0 tonne la quantité de déchet 13 05 07* prélevée ce qui semble indiquer une erreur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Fournir un bordereau de suivi de déchet avec la quantité réelle précisée par le prestataire à réception de ce dernier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Mesures périodiques des rejets d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, fréquence d'analyse des rejets d'effluents
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir réalisé les contrôles des rejets d'effluents. L'inspection précise qu'il devra aboutir à leur réalisation au plus tôt et maintenir un programme de contrôle régulier conformément à la réglementation en vigueur. A ce titre, l'inspection indique à l'exploitant que les rejets sont notamment soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/18, Chapitre III : Émissions dans l'eau : https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-060618-relatif-prescriptions-generales-applicables-installations-transit-0 L'exploitant présente un devis réalisé le 23/05/24 soit quelques jours avant la visite d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">- S'assurer de la conformité du devis avec les prescriptions sus-nommées,- Mener, au plus tôt, une campagne de mesure des rejets d'effluents par un organisme agréé, prélèvements y compris,- Établir un programme de contrôle régulier conformément à la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois